

LE SOCIALISME

Le 31 mars 2024

Mon ordinateur a subi une nouvelle attaque samedi en début d'après-midi pendant que je regardais une vidéo, la seconde en 6 jours.

Le fichier Word de cette causerie a été l'unique fichier corrompu, impossible de l'ouvrir. C'est plutôt étonnant, à croire que mes causeries dérangent, qui, je l'ignore.

Heureusement, j'avais une copie mais pas actualisée sur le disque dur externe qui n'était pas connecté, et j'ai pu la récupérer. J'avais rédigé un texte politique assez long qui a disparu, je n'ai plus le temps ni l'envie de le réécrire. Il faut dire qu'entre temps j'ai eu un autre emmerde, un cobra dans le jardin, les trois chiens et les trois chiots autour, j'ai fini par le chasser au lieu de le tuer, et dire qu'on me prend pour un rustre parce que je vis en Inde, passons.

Stratégie de la terreur et psychose collective. Alarmisme, catastrophisme, schizophrénie aggravée, tout y passe.

J-C - Il faut prendre tout cela tranquillement, avec de la distance, en ayant à l'esprit que les esprits faibles en seront affectés, c'est le but de leur machination, perturber psychologiquement les masses afin de pouvoir mieux les contrôler et les asservir.

Ce que l'on sait de la bactérie "mangeuse de chair" qui inquiète le Japon - franceinfo/AFP 24 mars 2024

L'archipel nippon enregistre depuis janvier un nombre record d'infections aux streptocoques du groupe A, mortelles dans environ un tiers des cas.

Méningites : Le gouvernement va suivre l'avis d'élargir la vaccination - 20minutes.fr 28 mars 2024

Grippe aviaire : Des cas « sans précédent » découverts chez des vaches laitières aux Etats-Unis - 20minutes.fr 28 mars 2024

Sondage - Les Français (très) inquiets face à la menace terroriste - leJDD 28 mars 2024

Le sondage CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD dévoile une crainte significative d'un nouvel attentat terroriste sur le sol français, avec une moyenne générale de 7 sur 10 sur l'échelle de la peur.

Le terrorisme d'Etat activé principalement là où l'OTAN est en guerre, une simple coïncidence sans doute...

Menace terroriste : « On assiste aujourd'hui au grand retour d'un terrorisme international et paramilitaire » - Publicsenat.fr 25 mars 2024

Après l'attaque terroriste près de Moscou, qui a fait au moins 133 morts vendredi dans une salle de concert, l'exécutif a annoncé dimanche faire passer le plan « *Vigipirate* » à son plus haut niveau. « *La menace terroriste islamiste est réelle, elle est forte* » et « *elle n'a jamais faibli* » a insisté le chef du gouvernement.

Le Premier ministre a notamment annoncé le déploiement de « moyens exceptionnels » partout pour « *face au* » terrorisme islamiste, avec notamment « *4 000 militaires supplémentaires* » placés « en alerte »

Si la menace a été plus basse en Europe ces dernières années, il ne faut pas oublier que d'autres régions du monde, comme le Moyen Orient et l'Afrique subsaharienne, ont continué d'être durement frappés par des attentats. Publicsenat.fr 25 mars 2024

Paranoïa et espionite en totalitarisme.

Aliments transformés : l'UFC-Que choisir dévoile une nouvelle étude choc - LePoint.fr 28 mars 2024

Ce jeudi 28 mars, l'association de consommateurs UFC-Que choisir a publié une étude portant sur 484 ingrédients utilisés dans 243 aliments transformés en vente dans la grande distribution. Résultat : 69 % d'entre eux possèdent une origine désignée comme « *opaque* ». LePoint.fr 28 mars 2024

J-C - Que dire des aliments que les Français ingurgitent dans les restaurants, brasseries, cafés, provenant de traiteurs, boulangeries, cantines, marché ou petits commerces, lorsqu'ils mangent chez eux ou ils sont invités chez quelqu'un, etc. la provenance n'est pas inscrite dessus, ils devraient se méfier ou les fuir et se restaurer uniquement chez eux, et encore, face à leur écran de télévision à droite, celui de l'ordinateur à gauche, et celui de leur smartphone posé sur la table, quel délire !

La xénophobie en prime.

LePoint.fr - Certaines marques sont même accusées de « *french washing* », c'est-à-dire de mettre en avant leur supposé ancrage français alors même que la provenance réelle de leurs ingrédients est floue.

J-C – Rien ne vaut le franco-français, le consommer français, le produire en France dans ce pays où il fait si bon vivre, vive la France et la (Ve) République !

En Inde où je vis, 99% des produits que je consomme sont produits localement ou dans le pays, aucune boîte, aucun surgelé, aucun plat préparé, on cuisine nos repas nous-mêmes, y

compris ceux des chiens qui ne sont jamais malades, ils ont le poil luisant, les yeux et les oreilles qui ne coulent pas, ils n'ont ni croutes ni vermine, le bonheur en somme, c'est si simple, trop ! On ne se pose pas de questions auxquelles les réponses sont inaccessibles.

LePoint.fr - Alors pour sortir nos assiettes du brouillard, l'UFC-Que choisir invite le gouvernement à rendre obligatoire le futur indicateur « *Origine-Info* ».

J-C - Ce n'est pas du "*brouillard*", mais de la bouillie malfaisante qu'ils ont dans le cerveau ces psychopathes.

Dans la causerie du 25 mars 2024

Ils ne pourront jamais nous faire taire ou nous rendre parano!

Mon ordinateur a fait l'objet d'une attaque hier dans la journée. Voici un aperçu de ce que cela donne : ÿØÿà JFIF ÿÛ

La dernière remontait à plus de 15 ans en arrière. A l'époque j'étais passé par une société indienne, dont le serveur qui hébergeait le blog était situé... aux Etats-Unis, je l'ignorais évidemment. Là ils s'étaient directement attaqués au blog dans le serveur, il l'avait vidé, et j'avais reçu un message en anglais m'indiquant que le communisme ne passerait pas !

Coïncidence ou intuition ? Je n'avais plus qu'une sauvegarde partielle de mon disque sur une clé USB de 29Go.

Mon beau-fils était passé la veille pour m'apporter un nouveau disque dur externe en remplacement de celui qui sous garantie s'était bloqué. Du coup j'ai voulu profiter du dimanche pour copier dessus l'intégralité de mon ordinateur, plus celui d'un autre gros disque externe où se trouvent les 500 films en tamoul que ma compagne a déjà regardés. De mon côté il y avait 1 000 films en français et 1 200 morceaux de musique ou concerts, cela m'a pris une grande partie de la journée, pendant ce temps-là j'étais dans le jardin.

A un moment donné j'ai reçu un message d'alerte m'avertissant d'une tentative d'intrusion dans mon ordinateur, j'ai immédiatement cliqué sur la protection, mais apparemment l'intrus avait déjà réussi à s'introduire dans mon disque dur. Je m'en suis aperçu seulement ce matin en voulant ouvrir le bloc-notes où figurait la prochaine causerie, et là j'ai constaté qu'il était illisible, tout ce travail a été perdu.

En allant voir dans le dossier du blog Le socialisme, la page d'accueil et celle nommée Repères avaient également été piratées, et le dossier où figuraient tous les documents de 2024 était vide. Pas grave, je me suis connecté au serveur français qui héberge le blog, et j'ai téléchargé dans mon disque dur tous les fichiers qui étaient corrompus ou qui manquaient.

Dorénavant je ferai une sauvegarde du bloc-notes de la causerie dans une clé USB.

Et dire que mon blog fait l'objet d'une diffusion plus que confidentielle, dérisoire, il est quasi inexistant ou introuvable sur le Net, de quoi ont-ils si peur sinon de la vérité, tout simplement.

Ils ont du souci à se faire, car nous sommes des milliers en France à la connaître, des millions dans le monde.

Certes, toutes ces personnes n'ont pas adopté le socialisme, mais elles constituent une menace pour eux, parce qu'elles partagent des données scientifiques sur la médecine et le climat qui contrarient leur propagande totalitaire. J'en fais partie et en plus je diffuse cette connaissance, je constitue donc une cible légitime pour eux.

Au lieu de m'abattre, c'est le genre d'épisode ou défi qui me stimule !

Je vais voir comment préparer la prochaine causerie, j'avais archivé tous les articles de presse des derniers jours, mais bon, les consulter va représenter un gros boulot, et je ne suis pas très motivé à vrai dire, car ma santé est fragile, je dois la privilégier, je tiens plus à ma santé qu'à ma vie !

Il faut être le dernier des cons pour les croire encore. Logique, non ?

Daesh revendique immédiatement l'attentat près de Moscou, précipitamment dans la foulée, Kiev, Washington, Londres et Paris l'attribuent à Daesh, Moscou privilégie la piste ukrainienne et occidentale.

Washington a répété que "*l'Etat islamique porte l'entière responsabilité de cet attentat*" et dit ne voir "*aucune implication ukrainienne*", les Américains n'allaient pas se dénoncer !

- Attentat à Moscou : « aucune preuve » de l'implication de l'Ukraine, selon les États-Unis - Journal du Dimanche 25 mars 2024

- Attentat à Moscou: Macron confirme que la branche de Daesh Khorassan a mené des "tentatives" en France - BFMTV

- Attentat à Moscou: le Kremlin refuse de commenter la revendication de Daesh tant que l'enquête est en cours – BFMTV/AFP 25 mars 2024

Selon le directeur du FSB, les services ukrainiens et occidentaux ont facilité l'attentat de Moscou - RT 27 mars 2024

Alexandre Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité de Russie, répond aux questions des journalistes à l'issue d'une réunion avec le bureau du procureur général.

«*Nous pensons que l'action a été préparée à la fois par les islamistes radicaux eux-mêmes et, bien entendu, facilitée par les services spéciaux occidentaux, et que les services spéciaux ukrainiens eux-mêmes sont directement impliqués*», a déclaré M. Bortnikov ce 26 mars.

«*Le commanditaire n'a pas encore été identifié*», a-t-il précisé, quatre jours après l'attaque la plus meurtrière sur le sol russe en 20 ans. «*Je pense que c'est le cas*», a-t-il toutefois insisté, répondant à la question de savoir si l'Ukraine, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient

impliqués dans l'attaque. *«Il s'agit d'informations générales mais il y a déjà certains éléments»*, a-t-il poursuivi.

Selon lui, les suspects *«avaient l'intention de se rendre»* en Ukraine, et *«ils devaient être accueillis en héros de ce côté-là»*. *«On les attendait là-bas»*, a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt ce 26 mars, le secrétaire du Conseil de Sécurité russe Nikolai Patrouchev, auquel des journalistes demandaient qui de Kiev ou de l'EI était derrière l'attaque, avait répondu : *«Bien sûr que c'est l'Ukraine»*.

Ces affirmations vont dans le même sens que les propos du 25 mars de Vladimir Poutine, qui avait assuré que l'attentat avait été commis par *«des islamistes radicaux»*, tout en déclarant s'intéresser aux *«commanditaires»*.

«Les islamistes n'auraient pu fomenter un tel acte. Ils ont été aidés, c'est évident», a ajouté Bortnikov au micro du journaliste Pavel Zaroubine qui a posté la vidéo sur sa chaîne Telegram. *«Et nous voyons la piste ukrainienne, le président en a parlé»*, précisant que *«les premières informations recueillies auprès des suspects le confirmaient»*. Il a indiqué que la suite des recherches effectuées par les services de renseignement visait à *«établir la présence et l'implication effective de la partie ukrainienne»*.

Attentat du Crocus City Hall: les suspects passent aux aveux - fr.sputniknews.africa 29.03.2024

Les auteurs présumés de l'attaque terroriste contre la salle de concert Crocus City Hall ont avoué comment leurs actions étaient coordonnées et pourquoi ils étaient partis en direction de l'Ukraine après l'attentat, selon le Comité d'enquête de Russie.

Après l'attaque contre le Crocus City Hall dans une banlieue de Moscou, ses auteurs sont partis en direction de l'Ukraine pour toucher leur paie à Kiev, a annoncé ce vendredi 29 mars le Comité d'enquête de Russie après les résultats des premiers interrogatoires des terroristes présumés.

"Les suspects ont en outre déclaré que leurs actions, pendant la préparation de l'attaque armée et après les faits, avaient été coordonnées au moyen de messages vocaux sur Telegram. Ces derniers ont été envoyés par un homme qui s'est présenté sous un pseudonyme", ajoute le comité.

Le Comité d'enquête "vérifie si les services secrets ukrainiens sont impliqués dans l'organisation et le financement de l'attentat". fr.sputniknews.africa 29.03.2024

Attaque terroriste à Moscou : La piste tadjike mène aux Britanniques - Réseau International 28 mars 2024

Deux jours après l'attentat sanglant, l'opinion générale au sein de la communauté politique et des services de renseignement russes est que le Royaume-Uni, ou plutôt le MI6, est à l'origine de l'attaque terroriste. Le mode opératoire ressemble trop à celui de cette organisation.

Un fait indiscutable est que toutes les plus grandes attaques terroristes en Russie dans la période post-soviétique, de Beslan à Dubrovka, ont eu une origine britannique d'une manière ou d'une autre. Les chefs terroristes qui dirigeaient les militants étaient recrutés par le MI6. Et dans certains cas (comme Basayev et Khattab), ils collaboraient ouvertement avec le MI6.

Pour contrer cette opinion, le Royaume-Uni a lancé dans ses principaux médias une déclaration manifestement préparée : une certaine organisation, Vilayat Khorasan (une branche de l'État islamique opérant en Afghanistan), est à l'origine de l'attaque terroriste.

Pour les spécialistes, une telle action plaide clairement en faveur de la version selon laquelle, dans ce cas particulier, c'est la perfide Albion [le Royaume-Uni] qui brouille les pistes. Il faut dire tout de suite que l'histoire n'est pas simple et qu'il est très difficile de la comprendre de A à Z. C'est pourquoi nous ne présenterons aujourd'hui que certains de ses aspects.

ISIS, à son apogée, était un ensemble de gangs tribaux unis principalement sur la base d'un financement du Royaume-Uni. Le bandit al-Shishani (Batirashvili, originaire de Géorgie) et son remplaçant, Khalimov, un Tadjik, étaient des mercenaires directs du MI6.

L'ampleur des activités d'ISIS en tant que mandataire des Britanniques a fini par devenir si importante qu'elle a commencé à interférer avec l'influence des États-Unis au Moyen-Orient et en Asie centrale, et que le Royaume-Uni a dû réduire partiellement l'ampleur de ses opérations pour ne pas fâcher l'hégémon. Et pendant un certain temps, tous ces terroristes au service du MI6 sont entrés dans l'ombre, certains ont même été déclarés morts.

Ils ont commencé à refaire surface depuis le retrait des États-Unis d'Afghanistan. C'est alors que ce même ISIS de Khorasan est apparu sur la scène. En réalité, il s'agit d'un certain nombre de chefs de tribus pachtounes soutenus par les Britanniques. Ce sont les seuls à avoir accepté de combattre les talibans. C'est un point essentiel.

Nous entrons ici dans la géopolitique complexe de l'Asie centrale. La plupart des pays de la région soutiennent les efforts des talibans pour pacifier l'Afghanistan, espérant ainsi assurer leur sécurité. Tous, sauf le Tadjikistan. Ce dernier ne parvient pas à trouver un accord commun avec les talibans, car sous leur aile se trouvent un certain nombre d'organisations considérées comme terroristes au Tadjikistan. C'est précisément sur ce clivage que le Royaume-Uni a joué toutes ces années après le départ des Américains de la région, en essayant de toutes ses forces d'empêcher l'instauration de la paix en Asie.

À cette fin, immédiatement après le retrait des États-Unis, des Afghans d'origine tadjike ont commencé à être recrutés dans les gangs de Vilayat Khorasan. En d'autres termes, ils ont commencé à montrer au président Rahmon, qui est très sensible à cette question et considère les Tadjiks comme l'une des nations les plus divisées au monde, que l'ISIS de Khorasan est en quelque sorte amical [envers les Tadjiks – S]. Et qu'en rejoignant le soutien des talibans, il trahirait les intérêts des Tadjiks.

En d'autres termes, en pointant du doigt l'ISIS du Khorasan, qui, je le souligne, n'existe pratiquement pas en tant qu'organisation à l'heure actuelle (il n'y a qu'une certaine communauté de gangs tribaux), le Royaume-Uni tente ouvertement de nous entraîner dans une querelle asiatique. Après le Kazakhstan, c'est une nouvelle tentative des Britanniques d'imposer des problèmes à nos arrières.

Mais ce n'est qu'une partie du jeu. La seconde n'est pas moins intéressante et plus révélatrice.

La base politique de ce même leader de l'ISIS, Khalimov, un Tadjik, a toujours été le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan. Ce parti a été déclaré organisation terroriste dans son pays d'origine et, depuis le début des années 2000, devinez où se trouve son siège ? Vous avez bien deviné : à Londres.

Source : Moon of Alabama

Quand il existe deux versions contradictoires d'un évènement formulées par deux sources appartenant à des camps opposés ou réputés tels, pour favoriser la version officielle ou occidentale, les autorités et les médias qui leur servent de porte-parole affirment que l'autre version serait "*sans preuve*" ou elle reposerait sur des "*assertions infondées*", contrairement à la leur qui ne nécessiterait aucune preuve puisqu'ils n'en fournissent aucune.

Leur bonne foi serait suffisante et on devrait les croire sur parole, bienveillance qu'ils refusent évidemment à la partie adverse. Leurs assertions sont forcément fondées, car n'incarnent-ils pas la vérité, ne seraient-ils pas scrupuleusement honnêtes contrairement à leur contradicteur dont la malhonnêteté est proverbiale, s'ils le disent ou le sous-entendent encore une fois, c'est forcément vrai.

Passage inspiré par un article du *Courrier International* paru le 26 mars sur l'attentat de Moscou.

Un secret de polichinelle. La logique la plus élémentaire se passe de preuve. A qui profite le crime, poser la question et vous trouverez le ou les commanditaires.

Le chef du FSB accuse l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'être derrière l'attaque du Crocus City Hall - Courrier International 26 mars 2024

"*Nous pensons que c'est vrai.*" Avec ces mots, Alexandre Bortnikov a confirmé qu'il soupçonnait l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis d'être impliqués dans l'attentat du Crocus City Hall, à Moscou. Le chef du FSB, le service de renseignements russe, a assuré ce mardi 26 mars que ces trois pays avaient "*un lourd passif dans ce domaine*", et a fait référence aux attaques ukrainiennes de ces derniers mois sur le sol russe. Courrier International 26 mars 2024

J-C - La déclaration du président biélorusse Loukachenko, allié de la Russie faut-il rappeler, ne contredit pas les propos tenus par les autorités russes, les assaillants ont tenté de fuir en Biélorussie sans doute selon les ordres qu'ils avaient reçus précédemment, et ne parvenant pas

à passer la frontière de ce pays, ils se sont rabattus vers la frontière ukrainienne où ils se sont fait prendre, voilà tout.

Deux autres exemples prouvent que chaque article est orienté idéologiquement.

J-C - Quand l'Agence Française de Propagande doute du génocide des Palestiniens de Gaza.

Un journaliste honnête affirmerait que les sionistes ont commis un génocide sur la base des faits, mais cela n'existe pas à l'AFP et dans les médias mainstream.

Guerre dans la bande de Gaza : sur quoi se base la rapporteuse spéciale de l'ONU pour accuser Israël d'"actes de génocide" ? - francetvinfo.fr 26/03/2024

J-C - Sur quoi Israël se base-t-il pour nier commettre des "*actes de génocide*", oubliez cette question que France Intox ne posera pas. Lisez, c'est instructif.

https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/guerre-dans-la-bande-de-gaza-sur-quoi-se-base-la-rapporteuse-speciale-de-l-onu-pour-accuser-israel-d-actes-de-genocide-6448387.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20240327&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C - Un candidat "*antisystème*", une expression à valeur dépréciative destinée à discréditer le nouveau président sénégalais dans la vieille tradition coloniale.

Election présidentielle au Sénégal : qui est Bassirou Diomaye Faye, le candidat antisystème qui s'apprête à prendre la tête du pays ? - francetvinfo.fr 27/03/2024

Deux autres exemples du 29 mars

J-C - Là ils recourent à des ONG à leur solde ou qu'ils manipulent. Pourquoi favorisent-ils ces organisations ? Pourquoi ne fournissent-ils pas les explications du gouvernement pour qu'on puisse se faire une idée plus précise sur ce qui se passe réellement dans ce pays ?

Burkina: des organisations de la société civile dénoncent des "*enlèvements récurrents*" de citoyens - BFMTV 29 mars 2024

Onze organisations de la société civile du Burkina Faso ont dénoncé des "*enlèvements récurrents*" et des "*arrestations arbitraires*" de citoyens, appelant le régime militaire au pouvoir à les libérer et à proscrire ces pratiques.

Dans un communiqué, ces organisations déplorent les "*arrestations de citoyens (parfois en pleine rue) par des individus vêtus de tenues civiles, cagoulés ou se présentant à visage découvert comme étant des éléments de Forces de sécurité intérieure (FSI)*".

Elles mentionnent une liste de personnalités ainsi enlevées dans laquelle on retrouve notamment l'avocat Guy Hervé Kam, les défenseurs des droits de l'Homme Daouda Diallo et Lamine Ouattara ou encore l'ancien ministre Ablassé Ouedraogo.

J-C – Apparemment, il s'agirait de représentants de l'ancien régime colonial...

Là au moins, on sait d'avance à quoi s'en tenir.

Le Venezuela accuse les États-Unis de vouloir «discréditer» sa présidentielle - RFI 29 mars 2024

Les autorités vénézuéliennes ont vivement réagi au communiqué du département d'État des États-Unis, critiquant le processus de dépôt des candidatures présidentielles dans le pays caribéen.

Les condamnations internationales s'enchainent et côté vénézuélien, le Conseil national électoral (CNE) a répondu à Washington via un communiqué assassin.

Dans son communiqué, le CNE affirme ne pas pouvoir être rendu responsable des « *incapacités personnelles de quelques individus* » qui pensent être au-dessus des lois. C'est une référence claire à Maria Corina Machado, la leader de l'opposition, inéligible. Mais le nom de sa remplaçante n'a pas pu être non plus inscrit sur la liste des candidatures, sans explication. C'est finalement le troisième choix de l'opposition qui a pu être enregistré, la candidature d'Edmundo Gonzalez Urrutia, un ancien ambassadeur et politologue. En parallèle, Manuel Rosales, un poids lourd de l'opposition, s'est également inscrit pour, selon lui, proposer une solution alternative. Mais sa candidature a suscité de la méfiance au sein de l'opposition, certains soulignant ses contacts réguliers avec le pouvoir depuis qu'il est gouverneur.

Ainsi le pouvoir choisirait, selon les États-Unis, les opposants qui pourraient aller à la présidentielle, des candidats avec lesquels Nicolas Maduro se sentirait à l'aise pour gagner.

J-C – La ficelle est un peu grosse, ils avaient recouru au même argument frauduleux lors de l'élection présidentielle russe... par dépit !

Au secours, le refroidissement climatique a frappé !

Tempête Nelson : La neige tombe dans le Finistère en plein mois de mars - 20minutes.fr 28 mars 2024

Ce qu'il attendait moins, c'est que des flocons de neige tombent sur le département de la pointe de la Bretagne.

Ce même phénomène semble s'être produit mercredi dans plusieurs départements, notamment en Haute-Loire, où plusieurs centimètres de neige ont été enregistrés. 20minutes.fr 28 mars 2024

J-C – Vous aurez admiré au passage « *semble s'être produit* », car il aurait pu y avoir de la neige... sans qu'il ait neigé ! La tentation d'un tel déni fournit une précieuse indication sur leur degré de pourriture.

Nos dirigeants ne sont pas foutus de tirer le moindre enseignement d'évènements importants, parce qu'ils ne tiennent pas à ce que le niveau de conscience de leurs militants progresse, moi au contraire, j'arrive à en tirer d'un bulletin météo. Vous aurez saisi ce qui nous distingue...

Leur régime empeste ! On ne peut pas dire que l'odeur qui se dégage de ces "scientifiques" soit rassurante.

D'un parfum fleuri à celui d'une chèvre: une étude confirme le changement d'odeur des enfants à l'adolescence - BFMTV 27 mars 2024

Des chercheurs allemands de l'université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg ont découvert que les odeurs corporelles évoluent au cours de cette période et qu'elles peuvent s'apparenter à des odeurs de chèvre, de fromage ou encore de sueur et d'urine, selon une étude publiée dans la revue scientifique *Communications chemistry* le 21 mars dernier.

Les chercheurs ont identifié sur les t-shirts des adolescents deux stéroïdes absents sur ceux des nourrissons, dégageant des odeurs de sueur, d'urine, de musc et de bois de santal. La présence de certains acides carboxyliques avec des odeurs semblables à celles du fromage, du moisi, de chèvre, de poivron, de cire ou encore de prune séchée était aussi plus importante chez les adolescents. Ces différences peuvent correspondre avec les changements hormonaux qui s'opèrent à cette période.

À l'inverse, les nourrissons présentaient des niveaux plus élevés d'une cétone au parfum fleuri et savonneux.

"En conclusion, la maturation sexuelle coïncide avec des modifications de la composition chimique des odeurs corporelles", écrivent les chercheurs. BFMTV 27 mars 2024

J-C – Cela n'aurait-il pas davantage à voir avec l'alimentation, puisque l'odeur corporelle d'un adulte varie également d'un jour à l'autre. Il est bien connu que l'odeur de son haleine, sa sueur, son urine, ses excréments, ses pets, varie en fonction de ce qu'il a mangé ou bu, du bon ou mauvais fonctionnement de son tube digestif, de son état de fatigue ou son état général. J'ai l'impression que ces cinglés tiennent à absolument tout ramener à la sexualité, non ?

Lu cette semaine dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT)

TT- Ce déficit n'est pas le nôtre.

C'est leur déficit, leur crise, leur guerre. En un mot : la faillite de leur système.

J-C- "*La faillite de leur système*" est-il l'expression la mieux appropriée ? On peut le concevoir pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mais certainement pas pour l'immense majorité des masses exploitées mieux loties et qui n'envisagent pas de renverser le système capitaliste, pire parmi laquelle sont recrutés la plupart des militants des partis dits ouvriers et des syndicats ou dont sont issus leurs dirigeants et cadres.

Alors à quoi cela rime-t-il, à quoi veulent-ils en venir ? La réponse figurait dans les deux paragraphes précédents :

TT- Dans les jours qui viennent, nul doute que les organisations de travailleurs seront sollicitées par le gouvernement pour des « *concertations* » et autres simagrées de « *dialogue social* » où elles seront invitées à faire des propositions pour que tout le monde puisse se serrer la ceinture... « *équitablement* » évidemment.

L'indépendance du mouvement ouvrier exige que les organisations qui parlent au nom des travailleurs rétorquent fermement au gouvernement : ce déficit n'est pas celui des travailleurs, on ne touche pas aux conquêtes ouvrières, à l'école, aux hôpitaux, à la Sécurité sociale, aux droits de la population.

J-C- Autrement dit, il n'est plus question de rupture avec Macron et son gouvernement, le principal reproche fait à LFI par le PT qui rejoint ouvertement les rangs des opportunistes, qui cautionne quoi au fait, pardi le "*système*" en place !

L'indépendance du mouvement ouvrier, le combat de la classe ouvrière pour son émancipation du capital, exige qu'il se situe exclusivement sur le terrain de la lutte de classe des exploités, au lieu de collaborer avec les représentants d'un régime dictatorial suppôt de nazis en Ukraine et en Palestine occupée, entre autres.

Un pays de nantis. Ceci explique cela.

Quel est le salaire moyen en France en 2024 ? - 20minutes.fr 28 mars 2024

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) propose un point de départ en levant le voile sur le salaire moyen.

Selon les derniers chiffres de l'Insee (2022), les salariés du secteur privé empochent en moyenne 3.466 euros bruts par mois, ce qui se traduit par un revenu net de 2.630 euros en équivalent temps plein. En parallèle, les travailleurs du secteur public, qu'ils soient fonctionnaires ou non, touchent en moyenne 2.430 euros nets par mois, selon les données de 2021.

Cette moyenne dissimule néanmoins d'importantes disparités selon les catégories socioprofessionnelles. Ainsi, les cadres perçoivent en moyenne environ 4.490 euros nets mensuels, tandis que les employés touchent environ 1.880 euros et les ouvriers 1.940 euros. Du côté des fonctionnaires, le salaire moyen atteint environ 2.500 euros nets par mois, tandis

que celui des autres agents de la fonction publique, à l'exclusion du personnel médical, avoisine les 1.990 euros.

Les salaires moyens varient considérablement selon les secteurs d'activité. En 2021, par exemple, le salaire moyen s'élevait à 2.778 euros nets dans l'industrie, à 2.496 euros nets dans le secteur tertiaire, et à 2.269 euros nets dans la construction.

En général, les salaires moyens sont plus élevés dans les secteurs où les cadres sont prédominants. C'est notamment le cas dans les services financiers, où le salaire moyen atteint 3.779 euros nets mensuels. En revanche, les salaires moyens sont plus modestes dans des secteurs comme la restauration, où la part d'employés est plus importante, avec un salaire moyen de 1.811 euros nets mensuels.

Quant aux disparités salariales régionales, les données de l'Insee datant de 2021 montrent que l'Ile-de-France affiche les salaires les plus élevés, avec une moyenne de 3.218 euros nets par mois, soit 29 % de plus que dans le reste du pays. Dans les Hauts-de-Seine, cette proportion grimpe même à 58 %.

En 2024, le Smic, baromètre crucial pour de nombreux salariés, s'est établi à 1.766,92 euros brut mensuels, soit 1.398,69 euros nets pour un contrat de 35 heures par semaine. Une hausse marquée par rapport aux années précédentes, témoignant d'une volonté de revalorisation constante face à l'inflation. Néanmoins, le poids croissant des salariés touchant le Smic, atteignant 17,3 % en 2023, continue d'influencer les politiques salariales, surtout pour les bas salaires qui évoluent moins vite que le Smic.

D'après la Direction statistique du ministère des Solidarités (Drees), un revenu minimum de 1.760 euros serait nécessaire pour vivre de manière décente en France. 20minutes.fr 28 mars 2024

J-C – C'est déjà le cas de la majorité sur laquelle s'appuie la réaction de droite comme de gauche...

Mes commentaires publiés par *Le Grand Soir* dont certains ont suscité plusieurs réactions de lecteurs.

1 - "*Pourtant, le nom « Grand soir » implique l'idée du socialisme et l'absence de religion.*"

Je partage la réponse de Smaïl Hadj Ali. La religion et d'autres croyances s'éteindront avec les classes, l'Etat, la démocratie, la politique...

- "*Les Européens et les Nord-Américains devraient s'occuper de demander à leur gouvernement*".

Les masses exploitées et opprimées n'ont rien à "*demander à leur gouvernement*", elles doivent se contenter de le combattre en ne lui accordant aucune légitimité pour légiférer ou gouverner en leurs noms...

Ne changeons pas de terrain.

Puisque c'est la production de la vie matérielle qui conditionne en général le procès de développement de la vie sociale, politique et intellectuelle (Karl Marx), il suffit d'en changer ou de passer à un mode de production supérieur, socialiste par exemple, pour que le terrain sur lequel la religion et toute forme de discriminations se sont épanouies disparaissent tranquillement sans avoir à recourir au législateur, à des tribunaux ou à une quelconque violence contre les croyants.

Quant au combat pour la laïcité, il comportait un aspect révolutionnaire au début du XXe siècle, lorsque l'école était le passage obligé pour acquérir des connaissances, en laisser le soin à des curés ou des calotins pouvaient donner la nausée aux progressistes, un siècle plus tard une autre religion aussi pernicieuse ou plus dangereuse encore a envahi l'école dès la maternelle avec la participation des enseignants et des syndicats... Pour l'illustrer :

Comment l'enseignement du changement climatique fait petit à petit son nid à l'école - francetvinfo.fr 25/03/2024

"Il faut donner des clés aux élèves pour qu'ils comprennent la complexité du climat. Aujourd'hui, on trouve des aberrations sur internet. En parler en classe, c'est faire en sorte qu'ils ne tombent pas dans des certitudes ou des théories complotistes."

En fin de maternelle, comme le prévoit le programme (PDF), il est désormais attendu que les enfants commencent à "*adopter une attitude responsable en matière de respect des lieux et de protection du vivant*". En langage adapté aux tout-petits, cela signifie par exemple éteindre la lumière en sortant d'une pièce ou jeter un emballage en carton dans la bonne poubelle. En terminale, les trois thèmes abordés dans l'enseignement scientifique sont liés au changement climatique : "*Science, climat et société*", "*Le futur des énergies*" et "*Une histoire du vivant*".

Au lycée, "*on évoque de plus en plus les rapports du Giec et les différentes COP*", illustre David Boudeau.

Les objectifs d'une sensibilisation aux enjeux environnementaux à l'école sont de taille : réduire l'éco-anxiété des élèves, lutter contre la désinformation climatosceptique en ligne et, bien sûr, en faire des citoyens responsables. "*Plus tôt on les sensibilise, plus tôt ils auront une conscience et pourront agir sur leur environnement*", souligne Guislaine David. "*Il ne faut pas oublier qu'ils peuvent devenir des décideurs plus tard : ingénieur, chef d'entreprise, responsable politique...*", se projette même Francesca Pasquini. francetvinfo.fr 25/03/2024

Autant dire que je ne pourrais plus enseigner dans un établissement public en France, ni y envoyer ma fille par crainte qu'elle soit endoctriner dans des proportions hallucinantes, certes cela existait déjà hier, sauf que cela concernait le passé et non l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

2- @françois gerard

Vous vous méprisez sur mes intentions, ou plutôt, nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe.

Ce n'est pas le droit qui prime, mais l'économie, par conséquent, vous pourrez faire adopter toutes les lois que vous voulez, sans changement de régime les conditions sociales qui sont à l'origine des idées et des comportements des hommes seront préservés, par conséquent les mêmes idées ou comportements continueront d'exister, c'est désuet et opportuniste. De nos jours, il y a autant de xénophobie, de racisme, d'homophobies, etc. qu'hier, c'est comme la multiplication de lois toujours plus répressives qui se traduisent par un record carcéral en France, un exemple parmi tant d'autres qui sont apparemment ignorés.

On aurait pu penser un demi-siècle plus tard qu'on aurait tiré les enseignements de l'adoption de droits civiques aux États-Unis accordés aux Afro-Américains, qui n'avaient eu aucun effet sur le racisme envers cette communauté dans ce pays, en vain hélas ! On n'est pas près de renouer avec le marxisme ou le socialisme, c'est cela le plus inquiétant.

3- Il y en a toujours pour prendre la place peu enviable du législateur ou vouloir collaborer avec tel ou tel ministère, prodiguer des conseils au locataire du Palais infrequentable, par manque de patience ou ils estiment que leurs désirs ne sont pas suffisamment pris en compte dans la réalité, bref, ils rêvent d'un régime meilleur sous les cieux de la Ve République, à croire qu'on a affaire à des opposants d'opérette ou ils sont tombés sur la tête.

Il s'en trouve toujours pour vouloir imposer leur culture ou leurs mœurs, leur idéologie ou leurs idées, leurs comportements, leurs codes vestimentaires ou alimentaires, leur conception de la société en général à une population qui n'en veut pas ou qui s'en fout manifestement.

Je ne prétends pas que leurs intentions seraient mauvaises ou condamnables, j'ose même croire le contraire a priori, je ne comprends pas cet acharnement à vouloir "*changer la vie*" avant même d'avoir changé la société ou de régime politique et économique, ce qui n'est ni marxiste ni socialiste. L'inversion des priorités aboutit à une confusion inextricable, à moins que ce ne soit l'inverse.

Alors procédons par ordre, réorientons l'axe de notre combat politique et tout ira pour le mieux, l'espoir perdu de notre émancipation reviendra, l'horizon politique bouché s'éclaircira d'un coup, la perspective inexistante d'un monde meilleur et plus juste prendra forme...

Lu.

Yougoslavie 24 mars 1999 : la guerre fondatrice de la nouvelle OTAN par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 23 mars 2024

Il y a vingt-cinq ans l'OTAN sous commandement USA démolissait par la guerre ce qui restait de la Fédération Yougoslave, l'État qui faisait obstacle à son expansion à l'est vers la Russie. Dans les vingt années suivantes l'OTAN s'est élargie de 16 à 30 pays et, avec la guerre en Ukraine commencée en 2014, elle s'est étendue à 32. Déterminant, dans la guerre de 1999, est le rôle du Gouvernement italien, présidé par Massimo D'Alema [à gauche sur la photo en vedette] et par le vice-président Sergio Mattarella. Comme nous pouvons écouter par

l'enregistrement audio officiel, c'est le vice-président Mattarella qui annonce au Sénat le début de la guerre le soir du 24 mars 1999 et en explique les raisons selon la version officielle.

Pendant que les avions des États-Unis et autres pays de l'OTAN larguent les premières bombes sur la Serbie et le Kosovo, le président démocrate Clinton annonce :

« *À la fin du XXème siècle, après deux guerres mondiales et une guerre froide, nous et nos Alliés avons la possibilité de laisser à nos enfants une Europe libre, pacifique et stable* ».

Pendant 78 jours, en décollant surtout des bases italiennes, 1100 avions effectuent 38 mille sorties, larguant 23 mille bombes et missiles. « *Des 2000 objectifs touchés en Serbie par les avions de l'OTAN -documente ensuite le Pentagone- 1999 ont été choisis par le renseignement étasunien et un seul par les Européens* ». Les bombardements démantèlent les structures et infrastructures de la Serbie, provoquant des victimes surtout chez les civils. Les dommages qui en découlent pour la santé et l'environnement sont inquantifiables. Rien que de la raffinerie de Pancevo s'échappent, à cause des bombardements, des milliers de tonnes de substances chimiques hautement toxiques (y compris dioxine et mercure). D'autres dommages sont provoqués par l'emploi massif par l'OTAN, en Serbie et Kosovo, de projectiles à l'uranium appauvri. (...)

La guerre secrète de la CIA : utiliser des fascistes russes pour combattre la Russie par Scott Ritter (Consortium News 18 mars 2024) - Mondialisation.ca, 21 mars 2024

Perturber l'élection présidentielle russe et créer une atmosphère de faiblesse autour de Poutine, c'est précisément ce que l'agence de renseignement américaine chercherait à engendrer.

https://www.mondialisation.ca/la-guerre-secrete-de-la-cia-utiliser-des-fascistes-russes-pour-combattre-la-russie/5687745?doing_wp_cron=1711350758.4939830303192138671875

Parole d'internaute.

1- «*Nous avons créé Al-Qaïda*» – Hillary Clinton, 2009

«*Nous ne voulions pas voir les Soviétiques contrôler l'Asie centrale*», expliquait-elle, auditionnée par le Congrès.

«*Alors nous nous sommes mis au travail.*»

La chef de la diplomatie US détaillait avec franchise la stratégie américaine d'apprentis sorciers:

C'est le président Reagan, en partenariat avec un Congrès démocrate qui a dit : « *Vous savez quoi, c'est une bonne idée, c'est super. Recrutons ces moudjahidines, et faisons en sorte d'en faire aussi venir d'Arabie saoudite et d'ailleurs pour amener leur marque d'islam wahhabite.*» interview CNN 2009

2 - Aujourd'hui, on peut affirmer avec une certitude presque totale que la campagne de pression occidentale pour punir la Russie « *n'a pas conduit à l'isolement international de Moscou, mais a au contraire accéléré la réorientation géopolitique du monde* », écrit *The American Conservateur*. La Russie n'est peut-être que l'un des centres de pouvoir dans l'alternative émergente à l'hégémonie occidentale – mais elle a été la première à démontrer au reste du monde qu'une rupture avec l'ordre mondial précédent est non seulement possible, mais également nécessaire pour les pays en développement.

Pendant des décennies, les États-Unis ont constamment confronté Moscou à la nécessité soit d'accepter l'expansion de l'OTAN au détriment des intérêts de sécurité russes, soit d'aggraver la situation par la force et de souffrir de sanctions et d'isolement. Prenant un risque, la Russie a choisi la deuxième voie : cependant, au lieu de l'isolement et du déclin, c'est le contraire qui s'est produit. Deux ans après le début du conflit en Ukraine, « *Moscou s'est protégée de l'ostracisme de l'Occident, modifiant ainsi tout l'équilibre des pouvoirs non seulement en Europe, mais aussi dans le monde* », estime le conservateur américain.

L'économie russe a pu survivre au régime massif de sanctions, avec une croissance de 3,6 % en 2023, soit un taux supérieur à celui de tous les autres pays du G7. Le rouble russe s'est montré plus résistant que les Russes eux-mêmes ne l'espéraient : la part des règlements des exportations russes en dollars ou en euros est passée de 90 % début 2022 à moins de 30 % aujourd'hui, et en roubles est passée de 10 % à plus de 30 %. Les renseignements de l'OTAN estiment que la Russie produit actuellement environ 250 000 obus d'artillerie par mois, soit trois fois les volumes de production des États-Unis et de l'Europe réunis. Et le commerce de l'énergie avec les pays du Sud, comme les relations internationales en général, est florissant, malgré les mesures punitives de l'Occident.

“*Maintenant, c'est la Russie qui place l'Occident face à un dilemme : soit elle peut voir le Kremlin atteindre ses objectifs stratégiques, garantis par un règlement négocié unilatéralement ou en épuisant davantage les forces ukrainiennes, soit elle peut aggraver les tensions par la force*“, écrit la publication américaine. Remarques. Toute option qui n'inclut pas une victoire complète de l'Ukraine sera désormais considérée comme « *une admission indirecte que l'ordre économique et politique de l'Occident a été irréversiblement modifié* ».

3 - Deux jours après l'attaque sanglante, l'opinion générale au sein de la communauté politique et du renseignement russe était que la Grande-Bretagne, ou plutôt le Mi-6, était derrière l'attaque terroriste. Écriture très similaire pour cette organisation. Un fait incontestable est que tous les attentats terroristes les plus importants perpétrés en Russie dans la période post-soviétique, de Beslan à Dubrovka, avaient d'une manière ou d'une autre une trace britannique. Les chefs terroristes qui dirigeaient les militants ont été recrutés par le MI6. Et dans certains cas (comme Bassaïev et Khattab), ils ont ouvertement collaboré avec le Mi-6. Contrairement à cette opinion, les principaux médias britanniques ont publié une déclaration évidente : une certaine organisation Vilayat Khorosan (une branche de l'État islamique opérant en Afghanistan) était à l'origine de l'attaque terroriste.

4 - Ukraine – De source, ukronistan, le bâtiment de trois étages détruit à Kiev par 2 missiles hypersoniques, était utilisé par le SBU et des officiers de la police politique du régime de Zelensky y étaient présents au moment de l'attaque

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme. Abus de pouvoir. Ils osent tout.

Casino : Le groupe réclame à 900 employés des avances sur salaire qui datent de 30 ans - 20minutes.fr 28 mars 2024

Il réclame à 900 employés le remboursement des avances sur salaires effectuées dans les années 1990, au moment du rachat de plusieurs sociétés, rapporte France Bleu.

Trente ans plus tard, le groupe veut récupérer cet argent avant la cession définitive de ses magasins. Il explique que ces avances avaient été versées afin « *d'atténuer les effets de décalage de paie* » entre le dernier versement de la société rachetée et le premier versement du Géant. Selon la radio locale, les sommes vont de quelques centaines à des milliers d'euros.

Pour l'un des employés concernés, interrogé par la radio, c'est « *injuste* » car rien n'a été demandé pendant « *toutes ces années* ». Un autre salarié souligne qu'aucune somme n'a été réclamée à des collègues désormais partis de l'entreprise, qui avaient pourtant les mêmes dettes. Au total, le groupe lui demande 2.300 euros, qui correspondent à des congés payés et des primes qui devaient être payées au moment du rachat par Casino de l'entreprise pour laquelle il travaillait. Comme « *aucune des deux parties* » n'a voulu payer, Casino a avancé la somme.

Casino assure que cette régularisation est complètement légale. Il affirme que le document qui formalisait l'avance sur salaire à l'époque prévoyait « *son exigibilité au moment du départ du salarié* ». Cette régularisation s'effectue « *sur le dernier bulletin de paie* », en raison donc, de la cession des magasins du groupe. L'argent doit être saisi sur les comptes épargne temps ou directement sur leur salaire s'ils n'ont pas assez cotisé. 20minutes.fr 28 mars 2024

Réforme des règles de l'assurance chômage : les pistes du gouvernement - Publicsenat.fr 27 mars 2024

La journée du premier ministre, Gabriel Attal, se déroule sur le thème du travail. Le chef du gouvernement réunit ce mercredi matin ses ministres pour un séminaire gouvernemental consacré au sujet.

Faire des économies

C'est surtout l'occasion de plancher sur la nouvelle réforme de l'assurance chômage que prépare le gouvernement. A la recherche de plusieurs milliards d'euros d'économies, l'exécutif a dans le viseur le système d'assurance chômage. De quoi à la fois diminuer les dépenses, tout en incitant mieux au retour à l'emploi, argue l'exécutif. De plus, la Commission européenne demande aux Etats membres de réaliser des réformes structurelles, qui sont par ailleurs bien vues des marchés financiers. Gabriel Attal se rendra ensuite au 20 heures de TF1 pour s'exprimer sur ce sujet sensible, contre lequel les syndicats ont déjà exprimé leurs oppositions.

Le 16 janvier, Emmanuel Macron avait annoncé un « *acte II de la réforme du marché du travail* ». Le lendemain, il avait précisé ses intentions depuis le Forum de Davos, expliquant vouloir « *durcir les règles de l'assurance chômage* ». « *Plus nous aurons de Français qui travaillent, plus nous aurons de possibilités d'équilibrer nos finances* », a assuré mardi le premier ministre, en citant la réforme de l'assurance chômage.

« *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire* », selon Gabriel Attal

Si on ne connaît pas exactement ce que veut faire le gouvernement, la principale piste est déjà sur la table : une réduction de la durée d'indemnisation. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, prépare le terrain et évoque le sujet depuis plusieurs semaines. « *Si l'indemnisation est trop longue, ça ne vous incite pas à retrouver un travail* », a-t-il encore répété vendredi sur BFMTV TV. « *On est passé de 24 à 18 mois de durée d'indemnisation, on peut encore la réduire* », affirmait en février au JDD Gabriel Attal. Selon Le Parisien, la durée pourrait être réduite « *de 18 à 14,5 mois* ».

L'assurance chômage est actuellement pilotée par les partenaires sociaux, via l'Unedic, organisme paritaire. Mais pour arriver à ses fins, le gouvernement est prêt à forcer la main aux partenaires sociaux. Il peut le faire maintenant par une lettre de cadrage, qui oriente les négociations. Mais Bruno Le Maire veut aller plus loin. « *L'Etat doit reprendre la main sur l'assurance-chômage de manière définitive* », a affirmé au Monde le ministre de l'Economie.

Bruno Le Maire veut baisser la durée d'indemnisation des plus de 55 ans de 27 à 18 mois

Sur cette question de la durée, les seniors semblent dans le collimateur de la majorité. Bruno Le Maire, encore lui, avait suscité la polémique, en ouvrant le premier au gouvernement, dès novembre 2023, la porte à une réduction de la durée d'indemnisation de cette catégorie. « *Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres* », avait lancé le ministre, pointant le risque d'utiliser le système pour faire des préretraites déguisées. « *Il faut donc modifier ces règles. Je suis favorable à l'alignement de la durée de l'indemnisation chômage des plus de 55 ans, qui est de 27 mois, sur celle des autres chômeurs, qui est de 18 mois* », avait précisé ensuite Bruno Le Maire, lors de l'ouverture des débats du budget.

Tout en raccourcissant la durée d'indemnisation, le député Renaissance, Marc Ferracci, a réfléchi de son côté à « *une prime de retour à l'emploi* » pour les seniors, qui serait proportionnelle au montant des droits restants à l'allocation-chômage.

Accentuer la dégressivité des allocations, durée d'éligibilité : les autres pistes sur la table

En parallèle, les partenaires sociaux se sont réunis mardi sur le « *pacte de la vie au travail* », autrement dit l'emploi des seniors. Mais alors que ce devait être la dernière réunion, syndicats et patronat auront une séance supplémentaire, le 8 avril, pour tenter de trouver des avancées. En l'absence d'accord, l'Etat reprendra la main.

D'autres pistes sont dans les cartons du gouvernement pour réformer les règles de l'assurance chômage. « *On peut aussi accentuer la dégressivité des allocations, cela fera partie des discussions* », a ainsi expliqué au JDD Gabriel Attal. Autre idée évoquée : la durée

d'éligibilité, soit le temps de travail nécessaire pour ouvrir des droits pour être indemnisé. Le Parisien évoque également l'idée d'« *accentuer la dégressivité appliquée depuis 2021 aux plus hauts revenus* ». Le renforcement des contrôles est aussi une possibilité. On en compte 600.000 en 2023.

Réformer l'assurance chômage, « *c'est inefficace, inégalitaire et ça ne rapporte pas énormément* », met en garde l'économiste Eric Heyer

Quelle que soit l'option arrêtée, un durcissement des règles de l'assurance chômage fera polémique. Outre les syndicats, qui s'y opposent, l'idée fait débat chez les économistes. Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), nous expliquait le 22 mars regretter qu'« *on préfère taper sur les chômeurs plutôt que supprimer des niches fiscales inefficaces. [...] Or sur les chômeurs, c'est inefficace, inégalitaire et ça ne rapporte pas énormément. Vous êtes très vite à l'os* ».

Sur un pur plan comptable, la réforme ne serait ainsi pas la poule aux œufs d'or pour un exécutif qui recherche au moins 20 milliards d'euros d'économies pour son budget de l'année prochaine. D'autant qu'Emmanuel Macron a déjà décidé de deux réformes des règles de l'assurance chômage depuis 2017... Ce qui rend d'autant moins compréhensible, aux yeux de ses opposants, ce nouveau tour de vis.

Déjà deux réformes pour durcir les règles de l'assurance chômage depuis 2017

En 2019, une première réforme était en effet lancée. Son entrée en vigueur avait été repoussée par le gouvernement du fait de l'épidémie de covid-19, puis par des décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat, avant d'être bien appliquée en décembre 2021. Elle a augmenté la durée minimale de travail ouvrant des droits, qui avait été portée à six mois, et introduit une dégressivité de 30 % de l'allocation-chômage pour les hauts revenus à partir du septième mois.

La seconde réforme a été adoptée fin 2022. Elle permet de moduler les règles de l'assurance chômage en fonction de la situation économique. Certains critères avaient été durcis, à l'initiative du Sénat. Le texte définitif prévoyait ainsi que les allocations seront supprimées en cas de refus de deux CDI par les personnes en CDD ou en intérim.

Avec ce nouveau train de réformes qui s'annonce, le gouvernement risque-t-il de relancer une fronde sociale ? Pas sûr. Politiquement, il peut faire le calcul que les syndicats ne pourront envoyer des milliers de manifestants dans les rues pour défendre les droits des chômeurs. Mais l'exécutif risque néanmoins de nourrir le fond de mécontentement et de ressentiment qui imprègne une bonne partie de la population.

Faisons "place nette" : Macron, Attal, Darmanin dehors !

Opérations "place nette": Paris, Lyon, Lille, Dijon... Gérald Darmanin annonce 867 interpellations - BFMTV 27 mars 2024

Les opérations "places nettes" se poursuivent. Ce mercredi 27 mars, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin indique sur X que plusieurs actions "XXL" de lutte contre le trafic de drogues sont toujours en cours.

Ils ont déjà un pied dans l'économie de guerre...

La France deuxième exportateur d'armements - Journal du Dimanche 27 mars 2024

Pour la première fois, la France s'est hissée au deuxième rang mondial en matière d'exportation de systèmes d'armes, derrière les États-Unis. Le Sipri a ainsi relevé que les exportations d'armes françaises ont augmenté de 47 % entre 2014-2018 et 2019-2023, plaçant la France juste devant la Russie. Ces exportations sont destinées à 42 % aux pays d'Asie et d'Océanie, et 34 % aux pays du Moyen-Orient, le principal destinataire étant l'Inde.

... le second est annoncé.

Sébastien Lecornu « n'exclut pas » de contraindre les industriels pour produire plus d'armes et de munitions - Publicsenat.fr 26 mars 2024

Face à un niveau de production encore loin des attentes du gouvernement, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, est prêt à contraindre l'industrie de la défense pour accélérer les choses.

« Pour la première fois, je n'exclus pas d'utiliser ce que la loi permet au ministre et au délégué général pour l'armement (DGA) de faire, c'est-à-dire, si le compte n'y était pas en matière de cadence et de délais de production, de faire des réquisitions le cas échéant ou de faire jouer le droit de priorisation », a affirmé ce mardi le ministre, lors d'une conférence de presse en présence de tous les chefs d'état-major, rapporte l'AFP.

Des déclarations qui ne surprennent pas Cédric Perrin, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. « Cela veut dire que nous ne sommes effectivement pas en économie de guerre », souligne le sénateur LR du Territoire de Belfort, « je ne cesse de le dire ».

« Je l'ai dit sur tous les plateaux. Nous ne sommes pas en économie de guerre, puisqu'il n'y a ni réquisition d'entreprise, ni de personnels, ni aide massive aux entreprises pour produire plus vite », pointe du doigt le président de la commission, alors qu'Emmanuel Macron a répété à plusieurs reprises, depuis 2022, que la France était en « économie de guerre ». Si Sébastien Lecornu met ses menaces à exécution, la donne changera en revanche. « S'il veut faire cela, il rentre effectivement dans le système d'économie de guerre », souligne Cédric Perrin.

Pour passer à la vitesse supérieure, le ministre des Armées envisage aussi, « dans les toutes prochaines semaines », d'imposer à certains industriels des niveaux minimaux de stocks, afin de produire plus rapidement. Sébastien Lecornu pense aussi accorder la priorité à la commande militaire face aux besoins civils. Le ministre vise notamment les délais de

livraison du missile anti-aérien de longue portée Aster, produits entre la France et l'Italie par MBDA, trop longs aux yeux du ministre.

Quand la France participe au génocide de Gaza.

La France a armé en catimini Tsalhal avec la livraison de 100 000 cartouches - RT 26 mars 2024

Selon des informations du média d'investigation Disclose, la France a livré plus de 100 000 cartouches à la société israélienne IMI Systems. Cet équipement permet notamment les tirs en rafale pour les mitraillettes Neguev 5 des soldats de Tsalhal. Cette arme a été utilisée lors du «*massacre de la farine*», le 29 février.

L'enquête, qui date du 25 mars, nous apprend que la France a bien envoyé «*une cargaison d'armements destinée à Israël*» provenant d'un hangar appartenant à Eurolinks, une société marseillaise spécialisée dans la fabrication d'équipements militaires. Les clichés, pris le 23 octobre par Marsactu, montrent l'inscription en anglais «*10 000 liens M27 pour des munitions de 5,56 millimètres [10 000 links M27 for 5.56 mm Ammo]*».

Ces équipements militaires permettent des tirs en rafale pour les fusils automatiques légers à l'instar des M249 et FN Minimi. Toujours selon la même source, le destinataire de cette cargaison n'est autre que la société IMI Systems, basée à Ramat Hasharon, au nord de Tel-Aviv. L'entreprise a été vendue en 2018 au fleuron de l'armement israélien Elbit.

Disclose rapporte également que ces armes israéliennes ont été utilisées lorsqu'un regroupement de Gazaouis tentait de réceptionner l'aide humanitaire le 29 février dernier. Plusieurs experts de l'ONU ont condamné le «*massacre de la farine*», qui a fait au moins 112 morts et plus de 760 blessés.

Concernant la vente d'armes françaises à Israël, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, avait déclaré dans un article de Mediapart le 24 janvier que Paris exportait «*des équipements militaires à Israël afin de lui permettre d'assurer sa défense, comme l'article 51 de la Charte des Nations unies lui en donne le droit*», sans plus de précisions. Selon le dernier rapport sur les exportations d'armement de la France, Paris a vendu pour 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël sur dix ans, dont 25,6 millions en 2022.

Le 20 mars, la porte-parole du gouvernement Prisca Thévenot affirmait : «*Nous ne livrons des armes que dans le cadre de composants défensifs pour le Dôme de fer*».

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Résolution de l'ONU pour un « *cessez-le-feu immédiat* » à Gaza : un premier texte difficile à mettre en place. - Publicsenat.fr 26 mars 2024

Par la voix de son ministre de la Défense, l'Etat hébreu a affirmé ne pas avoir « *le droit moral d'arrêter la guerre tant qu'il y a des otages à Gaza* ».

C'est une première après cinq mois et demi de conflit et plus de 30 000 morts : l'Organisation des Nations unies a adopté, lundi 25 mars, une résolution pour un « *cessez-le-feu immédiat* » dans la bande de Gaza pendant toute la durée du ramadan, ainsi que la libération de tous les otages retenus par le Hamas, devant aboutir à « *un cessez-le-feu* » durable. Réclamée depuis des semaines, cette résolution était jusqu'à présent bloquée par certains pays à l'ONU, à commencer par les Etats-Unis qui posaient leur veto jusqu'à présent – ils se sont cette fois abstenus – mais également la Russie, ou la Chine, qui s'y sont opposés dans les jours précédents. La décision a été saluée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sur X : « *Cette résolution doit être mise en œuvre. Un échec serait impardonnable* »

Une résolution saluée partout, conspuée par Israël

Le Hamas, mouvement islamiste à l'origine de l'attaque du 7 octobre qui a déclenché la riposte d'Israël, a salué la résolution et exprimé sa « *volonté d'engager un processus d'échange* » de prisonniers contre des otages, ainsi que celle « *d'atteindre un cessez-le-feu permanent conduisant au retrait de toutes les forces* » israéliennes du territoire. Un optimisme qui tranche avec son adversaire israélien. Par la voix de son ministre de la Défense, l'Etat hébreu a affirmé ne pas avoir « *le droit moral d'arrêter la guerre tant qu'il y a des otages à Gaza* ». Excédé par le choix américain de s'abstenir, Israël a annulé la visite d'une délégation à Washington. Mais ces derniers, principal allié d'Israël, l'assurent, cette abstention « *ne représente pas un changement de cap* », d'après le porte-parole de la Maison Blanche, qui se dit d'ailleurs « *quelque peu surprise* » de la colère d'Israël. Ailleurs dans le monde, toutes les ambassades et tous les chefs de l'Etat ont fait part de leur satisfaction de voir cette résolution adoptée, notamment parmi les pays concernés par le conflit. Ainsi, le Premier ministre libanais Najib Mikati a loué une « *première étape du processus visant à mettre un terme à l'agression israélienne contre la bande de Gaza, sans précédent dans l'histoire moderne* », tandis que le ministère égyptien des Affaires étrangères a salué un « *premier pas important et nécessaire pour arrêter l'effusion de sang* », tout en notant « *le déséquilibre* » de la résolution en raison de sa « *durée limitée et les obligations qu'elle comporte* ». Le Qatar, médiateur dans les pourparlers entre le Hamas et Israël, s'est félicité du vote de l'ONU et a appelé les deux parties à s'engager « *de manière positive dans les négociations en cours* ». Dépositaire de plusieurs recours ces derniers mois auprès de la Cour internationale de justice (CIJ), accusant notamment Israël de « *génocide* » à Gaza, l'Afrique du Sud s'est réjouie d'une résolution « *bienvenue* ». Côté européen, le chef de la diplomatie française, Stéphane Séjourné, a souhaité aller un peu plus loin, et « *demande un cessez-le-feu durable et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages* ».

Les combats continuent

Mais malgré les pressions internationales croissantes, Etats-Unis compris, qui s'accumulent, Israël poursuit ses opérations militaires et les combats continuent. Les troupes israéliennes encerclaient mardi le complexe hospitalier al-Nasser dans la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, selon le ministère de la Santé du mouvement islamiste palestinien Hamas et des témoins, rapporte l'AFP. Des dizaines de véhicules blindés et de chars ont entouré les lieux dans la matinée, selon des témoins qui font état de tirs. « *L'armée assiège le complexe médical d'al-Nasser* », a indiqué le ministère de la Santé du Hamas dans un

communiqué, évoquant « *des opérations violentes aux abords, en préparation d'un assaut contre le personnel médical, technique et administratif et contre les milliers de personnes déplacées encore présentes à l'intérieur* ». Des mouvements de chars autour de ce complexe avaient déjà été signalés dimanche par le Croissant-Rouge palestinien.

De fait, le « *cessez-le-feu immédiat* » ne pourra être effectif que lorsque les deux parties auront trouvé un accord. Raison pour laquelle, après plus de cinq mois de guerre, les États-Unis, le Qatar et l'Égypte, pays médiateurs, tentent d'arracher un accord pour une trêve et un échange d'otages contre des prisonniers palestiniens détenus par Israël. Le Qatar a affirmé mardi que les négociations entre le Hamas et Israël pour une trêve à Gaza ainsi qu'un échange d'otages et de prisonniers palestiniens se poursuivaient, bien que les deux parties en guerre se renvoient la responsabilité de l'absence de progrès.

Gaza : seuls 36% des Américains continuent de soutenir les actions d'Israël, selon Gallup - RT 28 mars 2024

Selon un sondage de l'institut Gallup publié le 27 mars, 55% des Américains s'opposent aux actions de l'armée israélienne à Gaza. Un chiffre qui varie également en fonction de l'appartenance politique. Près de 64% des républicains soutiennent l'offensive de Tsahal contre seulement 18% des démocrates.

La Ligue arabe exige la mise en œuvre de la résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu à Gaza - arabnews.fr 26 mars 2024

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, insiste sur la nécessité de mettre en œuvre la résolution sur le terrain, en faisant cesser immédiatement et totalement les opérations militaires et l'agression israélienne

M. Aboul Gheit souligne également l'importance de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire par les voies terrestres conventionnelles

Colombie : si « Israël » n'adhère pas à la résolution de cessez-le-feu à Gaza, nous rompons nos relations avec lui - french.almanar.com.lb 26 mars 2024

Le président colombien, Gustavo Petro, a menacé ce mardi dans un message sur la plateforme X que « *si Israël n'adhère pas à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza* », son pays rompra ses relations diplomatiques avec elle.

Petro avait précédemment appelé les pays du monde « *à boycotter « Israël » s'il violait la résolution du Conseil de sécurité publiée lundi, appelant « à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et à garantir l'arrivée de l'aide humanitaire et médicale et d'autres besoins humanitaires vers la bande de Gaza* ».

Cruelles manigances de Jared Kushner avec les plages de Gaza par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 28 mars 2024

Les propos horribles de Jared Kushner sur le nettoyage ethnique de la Palestine ont été prononcés à Harvard le mois dernier, mais ils n'ont été connus que cette semaine. Au moment où le candidat Donald Trump (le beau-père de Kushner) accordait une interview à Israel Hayom, le quotidien gratuit pro-Netanyahu.

A l'évidence, le clan Trump, en pleine campagne électorale, tente de séduire les juifs conservateurs à n'importe quel prix.

Par Alfredo Jalife-Rahme.

En plein génocide à Gaza et sa catastrophe humanitaire perpétrés par l'État d'Apartheid et paria d'Israël, ses multimédias mènent sans vergogne une campagne publicitaire massive pour des projets immobiliers sur les plages très recherchées de Gaza donnant sur la mer Méditerranée, et adjacentes aux champs gaziers en pleine prospection [1].

Khazarian quelque peu controversé [2] Jared Kushner (JK), le gendre de Trump, est un promoteur immobilier au cœur de plusieurs scandales de New York, dont le père Charles, 69 ans, avait été emprisonné pour fraude fiscale [3]. Charles avait engagé une prostituée pour faire chanter son beau-frère qui avait témoigné contre lui.

JK est un sous-doué intellectuellement qui, bizarrement, était actionnaire d'un immeuble new-yorkais portant le chiffre cabalistique 666 [4].

En raison de ses limitations neurologiques et métaphysiques considérables, JK, 43 ans, s'est vu confier des missions importantes par son beau-père : la visite turbulente du candidat présidentiel Trump de l'époque au Mexique, où JK avait noué de prétendus accords pécuniaires avec l'intrigant Luis Videgaray Caso – le véritable président fonctionnel du Mexique (malheureusement Enrique Peña Nieto n'était qu'un prête-nom) ; il avait aussi bricolé une importante médiation entre Israël et certains pays arabes avec lesquels il avait tissé, en raison de l'énorme influence des États-Unis au Moyen-Orient –avant l'émergence des BRICS+ et la phase post-Ukraine–, les accords d'Abraham, désormais dysfonctionnels.

C'est JK qui avait facilité les choses à son coreligionnaire khazarien, le Premier Netanyahu, en lubrifiant le transfert illégal de la capitale Tel-Aviv d'Israël à Jérusalem, reconnu par l'administration Trump et contre l'avis de ses propres alliés nord-atlantiques.

Le même JK a encouragé l'annexion illégale (encore une !) par Israël des hauteurs du Golan en Syrie.

Lors des funestes événements post-électorales, concomitants avec l'étrange prise de contrôle du Capitole, le 6 janvier 2021, Ivanka, la fille de Trump et l'épouse de JK, a pris une distance perfide par rapport à son géniteur.

Récemment, JK a déclaré qu'il ne souhaitait pas participer à une seconde administration de son beau-père s'il était réélu. C'est pourquoi sa récente déclaration monstrueuse en faveur d'un nettoyage ethnique des Palestiniens, actuellement acculés à Rafah, la ville frontalière

égyptienne où s'entassaient quelque 1,5 million de civils palestiniens vivant sous l'épée de Damoclès d'une invasion imminente de l'armée israélienne, était troublante.

Dans la même déclaration consternante, JK a fait l'éloge des plages de Gaza comme siège d'un fabuleux projet immobilier dans lequel il est un partenaire très probable avec son entreprise familiale corrompue Kushner Companies [5].

Le Middle East Monitor expose le projet de nettoyage complet de Gaza par JK, visant l'immobilier sur le front de mer [6].

Lors d'une conférence à l'université de Harvard (méga-sic !), le misanthrope JK, chétif émule du Marchand de Venise - qui se réjouissait même de la souffrance humaine qu'il maximisait avec ses profits fétides - s'est écrié : « *Les propriétés de la plage de Gaza peuvent prendre une grande valeur (sic)... si les gens se concentrent sur la construction de logements* ».

Le promoteur immobilier sans scrupules JK a ajouté que, s'il était à la tête d'Israël, sa première priorité serait d'expulser les civils palestiniens de Rafah par la diplomatie (méga-sic !) pour les envoyer dans un contre-Exode vers l'Égypte. En outre, il a proposé de terrasser une partie du désert du Néguev pour y déplacer les Palestiniens qui s'entassaient en ce moment à Rafah.

Avec sa cruelle solution immobilière, JK soulignait la possibilité d'un nettoyage ethnique de Gaza pour clore le dossier.

Les Israéliens, non contents de leur génocide, de leur guerre alimentaire par la famine et la soif délibérée imposées aux Palestiniens, cherchent maintenant à les faire succomber aux conditions climatiques inhospitalières du désert du Néguev, le pire étant que rien ni personne au monde ne peut les en empêcher. Incroyable mais vrai ?

[1] « *Detrás de la guerra de Israel contra Gaza : el gas* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 28 de enero de 2009.

[2] « *El invento (sic) de la "Tierra de Israel"– la "Tierra de Canaan" espoliada–, según el historiador Shlomo Sand* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 25 de febrero de 2024.

[3] « *¿Es un "delincuente protegido" Jared Kushner, yerno de Trump ?* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 3 de mayo de 2017.

[4] « *Jared Kushner, yerno de Trump, en la picota : negocios espurios en Israel* », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 14 de enero de 2018

[5] « *Jared Kushner's absurd ideas about Gaza are a preview of Trump's policies* », Zeeshan Aleem, MSNBC, March 21, 2024.

[6] « *'Clean Gaza up,' says Jared Kushner, eyeing 'waterfront property'* », Middle East Monitor, March 20, 2024.

Alfredo Jalife-Rahme

Professeur de Sciences politiques et sociales à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Il publie des chroniques de politique internationale dans le quotidien La Jornada. Dernier ouvrage publié : China irrumpe en Latinoamérica : ¿dragón o panda ? (Orfila, 2012). Réseau Voltaire

Santé.

Professeur Perronne: "Et dire que je croyais qu'on vivait en démocratie !"

<https://www.youtube.com/watch?v=-GLYV4ASqxM>

J-C – Le Pr. Perronne a progressé, bravo, la « gauche » apparaît réactionnaire à côté, c'est un euphémisme !

La FDA perd sa guerre contre l'ivermectine, elle devra supprimer tous ses posts et directives incitant à arrêter la prescription d'ivermectine pour prévenir et traiter le COVID-19 - France-Soir 26 mars 2024

Dr Pierre Kory, Président et Chief Medical Officer de FLCCC revient dans ce débriefing sur l'accord transactionnel obtenu avec la FDA (Federal Drug Administration) au sujet de la prescription d'ivermectine dans le cadre de la prévention et du traitement de la covid.

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/flccc-conclu-un-accord-transactionnel-avec-la-fda-qui-avait-dit-au-public-d>

Ukraine.

Volodymyr Zelensky obligé de limoger Oleksiy Danilov, mais les nationalistes intégraux restent au pouvoir - Réseau Voltaire 28 mars 2024

- Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a limogé le secrétaire général du Conseil de défense et de sécurité nationale, Oleksiy Danilov. Il pourrait être nommé ambassadeur en Norvège.

Grand-père de la chanteuse Masha Danilova [1], Oleksiy Danilov n'a cessé d'exiger que l'Union européenne donne toutes ses armes lourdes à l'Ukraine pour lutter contre la Russie. Selon lui, les Russes sont « moins humains » que les autres hommes, car « asiatiques ». La semaine dernière, il a provoqué un très grave incident diplomatique avec la Chine car celle-ci avait annoncé qu'elle ne participerait pas à la conférence sur la paix prévue en Suisse, si la Russie n'était pas invitée. Il s'était livré alors à un jeu de mots obscène à partir du nom de l'envoyé spécial chinois, Li Hui.

Après avoir remercié le président Zelensky pour les années passées à la tête du Conseil de défense, il a déclaré : « *Le monstre russe sera détruit. Cette créature fantastique mourra et périra dans les ténèbres de l'Histoire. Cela sera fait par un guerrier ukrainien, derrière qui se trouvent notre histoire, notre destin et notre mission : "être une épée dans l'obscurité ; des gardiens sur le Mur ; un bouclier protégeant le royaume des peuples"* » (citation du fondateur du nationalisme intégral Dmytro Dontsov).

- Le président Zelensky a désigné son adjoint, Oleksandr Lytvynenko, pour le remplacer. Ce dernier est également un nationaliste intégral, directeur de l'Institut national d'études stratégiques et directeur du Renseignement extérieur (S-RU). Depuis 2009, il développe la théorie selon laquelle la Fédération de Russie tente de rétablir l'ancien Empire russe. Au nom de quoi, il met en garde l'Occident contre la Guerre Mondiale que lui livre Vladimir Poutine. Au cours des derniers mois, il a dénoncé un prétendu plan du Kremlin, intitulé « *Maidan-3* », de renversement du président Zelensky (cf. VAI 0552).

- En outre, selon le Financial Times du 22 mars, Washington a demandé au Service de sécurité d'Ukraine (SBU) et au Renseignement militaire ukrainien (GUR) de ne plus frapper les infrastructures énergétiques russes.

En pleine campagne électorale présidentielle, l'équipe de Joe Biden redoute une augmentation des cours mondiaux du pétrole.

- Par ailleurs, selon le Boston Globe, l'avion officiel du président Volodymyr Zelensky transportait 300 kilos de cocaïne lorsqu'il est revenu d'Argentine. Cette révélation confirme une fois de plus les propos du président russe, Vladimir Poutine, qui dénonçait au début de l'opération spéciale russe la « *bande de drogués et de néo-nazis* » au pouvoir en Ukraine.

- Enfin, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a accusé la France de déployer des espions dans le Caucase. Selon elle, Paris aurait tout fait pour faire échouer les accords de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

[1] Masha Danilova & Volodymyr Trybel - *Навіщо* (bandura version), YouTube, February 2024.

Haïti.

Haïti : la situation est «cataclysmique», selon l'ONU - AFP/ RT 28 mars 2024

La situation en Haïti est «cataclysmique», avec 1 554 tués au cours des trois premiers mois de 2024, a alerté ce 28 mars l'ONU. L'organisation internationale déplore que les «frontières poreuses» facilitent l'approvisionnement des gangs en armes et munitions.

Haïti, qui vivait déjà une profonde crise politique et sécuritaire, est en proie à un regain de violences depuis le début du mois, plusieurs gangs ayant uni leurs forces pour attaquer des lieux stratégiques de Port-au-Prince, affirmant vouloir renverser le Premier ministre Ariel Henry.

Très contesté, ce dernier n'a pas pu regagner son pays après un déplacement au Kenya au début du mois. Il a accepté de démissionner le 11 mars, et le futur conseil présidentiel haïtien, qui doit prendre les rênes du pays, s'est engagé le 27 mars à restaurer «*l'ordre public et démocratique*».

Selon l'ONU, «*la corruption, l'impunité et la mauvaise gouvernance, aggravées par les niveaux croissants de violence des gangs, ont érodé l'État de droit et conduit les institutions de l'État [...] au bord de l'effondrement*».

Le nombre de personnes tuées et blessées par la violence des gangs a augmenté de manière significative en 2023 : 4 451 tués et 1 668 blessés, indique le rapport. Le nombre de victimes est en forte hausse au cours des trois premiers mois de 2024, avec 1 554 tués et 826 blessés à la date du 22 mars.

Le Haut-Commissariat note qu'en dépit de l'embargo sur les armes, «*le trafic illicite d'armes et de munitions à travers des frontières poreuses a fourni une chaîne d'approvisionnement fiable aux gangs*», de sorte qu'«ils disposent souvent d'une puissance de feu supérieure à celle de la police nationale haïtienne».

Selon le rapport, les gangs continuent d'utiliser la violence sexuelle pour brutaliser, punir et contrôler la population. Mais les violences sexuelles sont très peu signalées et restent le plus souvent impunies. Les gangs continuent aussi de recruter et d'abuser des enfants, garçons et filles, dont certains ont été tués alors qu'ils tentaient de quitter les rangs de ces groupes.

Parallèlement à l'intensification de la violence des gangs et à l'incapacité de la police à la contrer, des «*brigades d'autodéfense*» ont continué à apparaître et à se faire justice elles-mêmes, selon le rapport.

Au moins 528 cas de lynchage (510 hommes et 18 femmes) ont été signalés en 2023, et 59 autres en 2024. Si certains meurtres semblaient spontanés, d'autres auraient été encouragés, soutenus ou facilités par des policiers et des membres de gangs appartenant à la coalition connue sous le nom de G9 et à ses alliés, selon le rapport.

J-C – Quelle tragédie la survie du capitalisme !

Argentine.

« Afuera ! » : le président argentin Javier Milei compte supprimer 70 000 postes de fonctionnaires - leJDD 27 mars 2024

Selon Bloomberg, le chef d'État a prévu de licencier 70 000 fonctionnaires dans les mois à venir. Cette annonce intervient après le gel des travaux publics, ou encore la fin de 200 000 plans de protection sociale, selon ses mots lors d'un événement qui s'est déroulé le mardi 26 mars.

Selon l'université catholique argentine, en janvier, le taux de pauvreté grimpe à 57 % de la population, contre 41 % cinq mois auparavant.

Les mesures chocs du président argentin - dévaluation de 54 % du peso, libération des prix, fin des subventions aux transports et à l'énergie - ont eu un impact positif sur l'inflation, qui a décéléré depuis décembre.

Argentine: le choc d'austérité de Javier Milei plonge le pays dans la récession - RFI 28 mars 2024

La consommation des ménages est en chute libre, et l'activité économique s'est contractée de 4,3% en janvier.

Un peu plus de trois mois après l'arrivée au pouvoir de Javier Milei en Argentine, les marchés financiers sont à la fête, mais les indicateurs de l'économie réelle sont en berne. Depuis le début de l'austérité budgétaire et la dévaluation de 50% du peso au mois de décembre, les Argentins ont perdu 18% de pouvoir d'achat, et doivent désormais puiser dans leurs économies pour assurer leurs dépenses quotidiennes.

Au procès-fleuve de la dictature en Argentine, dix peines à perpétuité prononcées - France 24/AFP 27 mars 2024

La justice en Argentine a prononcé mardi 26 mars dix peines de prison à vie, dans le cadre d'un procès-fleuve, ouvert il y plus de trois ans, de centaines de cas de séquestrations arbitraires, tortures, viols, disparitions, vols de bébés, dans trois centres de détention de la dictature (1976-1983).

Dix perpétuités, une peine de 25 ans et une relaxe ont été prononcées par le tribunal de La Plata, contre douze accusés (six autres sont décédés entretemps). Mis à part un incarcéré, ils comparaissent en mode virtuel, en assignation à domicile, pour certains déjà sous le coup de condamnations.

Le tribunal a ordonné après le verdict des expertises médicales "*urgentes*" pour déterminer si la détention à domicile des condamnés est révocable.

Le procès portait sur plus de 400 victimes, passées par trois "*CCD*", les tristement célèbres "*Centres clandestins de détention*" dont le pays compte des centaines : ceux-ci à Banfield, Quilmes et Lanus, dans un rayon de 25 km autour de Buenos Aires.

Parmi les accusés, des officiers, sous-officiers, policiers, des médecins militaires et policiers, un ex-ministre provincial. Tous ont clamé leur innocence, ou leur absence au moment des faits, et l'un a justifié un contexte de "*guerre*".